

Lénine et les banques

Y. Ganetsky

Source : «Izvestia» n° 92 (2723), 22 avril 1926, p. 3. Traduction MIA.

Pendant mon séjour à la Banque populaire, il m'est souvent arrivé de m'entretenir longuement avec Ilitch de notre travail et de recevoir ses instructions. Beaucoup de ces directives nous étaient transmises par écrit. Mais la plupart du temps, il ne s'agissait pas de documents « officiels », tapés à la machine, portant trois signatures, un numéro d'enregistrement et visés par la chancellerie, mais de petits mots écrits de la main même d'Ilitch... Où sont-ils aujourd'hui ?

Évoquer Ilitch de mémoire est délicat. Il faut être extrêmement prudent, sans quoi l'on risque de manquer d'exactitude. Dans le travail de la Banque populaire (l'ancienne Banque d'État), Ilitch s'intéressait également à tous les détails. Il fallait amener les spécialistes à travailler pour l'État soviétique, tout en leur permettant d'œuvrer dans des conditions acceptables, sans les presser outre mesure. Je me rappelle les épisodes caractéristiques qui suivent.

Au début de 1918, je découvris à la banque (l'ancienne Banque d'État) certains documents mystérieux, prouvant qu'à la veille même de la Révolution d'Octobre, de l'or en lingots d'une valeur de cinq millions avait été acheminé de Pétrograd à Stockholm. Officiellement, cet or avait été exporté par la Banque Azov-Don et déposé à la Banque d'État de Suède.

Par des employés consciencieux de l'ancienne Banque d'État, j'appris que la Banque Azov-Don, agissant au nom du consortium des banques russes, n'avait joué là qu'un rôle formel, et qu'en réalité, sur instruction du Gouvernement provisoire, c'était la Banque d'État qui avait procédé à l'expédition de l'or. On m'expliqua à cette occasion que le transfert s'était fait dans le plus grand secret. Un train chargé d'or avait quitté Nijni-Novgorod à destination de Moscou, mais son itinéraire fut modifié en cours de route pour Pétrograd ; le convoi « spécial » y arriva de nuit, fut immédiatement dirigé sur la gare de Finlande, puis expédié sans délai vers la Finlande, avant d'être réacheminé vers la Suède.

Naturellement, le soupçon nous vint que Kérénsky, sentant sa fin proche, avait tenté de faire passer à l'étranger, « pour parer à toute éventualité », une somme considérable. Il fallait établir la vérité des faits et empêcher que Kérénsky ne puisse jamais mettre la main sur cet argent...

Les seules personnes susceptibles de nous renseigner étaient les directeurs de banque restés à Pétrograd. Compte tenu de l'hostilité que ces messieurs nourrissaient alors à l'égard du gouvernement soviétique, on ne pouvait douter qu'ils ne nous fourniraient aucune explication de plein gré.

Les arrêter ne semblait guère souhaitable. Ilitch approuva ma proposition de les « retenir » provisoirement et, s'ils acceptaient de s'expliquer sincèrement, de les relâcher aussitôt. Ilitch me chargea personnellement de cette affaire et me demanda de lui rendre compte avant de libérer quiconque.

Le camarade Dzerjinsky donna pour instruction à la Tchéka de conduire les directeurs désignés à la Banque de Sibérie (et non au siège de la Tchéka)... Ces bourgeois effrayés nous dirent tout. Le Gouvernement provisoire avait envisagé d'obtenir un prêt de trente millions de couronnes suédoises auprès du gouvernement suédois. Pour garantir ce prêt, il s'était engagé à déposer une somme

équivalente d'or à la Banque d'État de Suède. Les cinq millions expédiés constituaient le premier versement, mais les Suédois n'eurent pas le temps d'accorder le crédit, la révolution étant survenue entre-temps. L'argent appartenait au Trésor public ; les banques russes n'avaient servi que de prête-noms. Tous les documents étaient conservés à la Banque d'État. Les banques privées ignoraient jusqu'au mode et à la date du transfert. Elles soupçonnaient seulement que Kérensky pressait vivement l'expédition de l'or vers la Suède.

Muni de ces explications, je me rendis à Smolny, fis mon rapport à Ilitch et proposai de libérer immédiatement les directeurs. Ilitch ordonna qu'on les relâchât sur-le-champ, qu'on les rassurât en leur disant qu'ils ne seraient plus inquiétés pour cette affaire, et il demanda que des mesures soient prises pour que Kérensky ne pût jamais obtenir ces fonds. C'est ainsi qu'après quelques heures de détention, les directeurs furent reconduits chez eux en automobile...

Peu après, je fus envoyé en Suède pour sonder le terrain et voir s'il était possible de récupérer cet argent.

L'attitude du gouvernement suédois à notre égard n'était pas encore clairement définie. Il n'osait pas nous reconnaître officiellement, mais il n'avait pas rompu les contacts et acceptait le camarade [V. V. Vorovsky](#) comme notre représentant semi-officiel. Sous une certaine pression, et avec l'aide de la Banque Azov-Don, il aurait été possible de récupérer cet or.

Le président de la Banque Azov-Don, B. A. Kamenka, se trouvait alors en Suède. Avec le camarade Vorovsky, nous décidâmes de nous entretenir avec lui et de lui proposer de confirmer notre demande légitime de restitution du dépôt d'or. Manifestement, Kamenka se comporta ici tout autrement que ses collègues à Pétrograd dans la « Banque de Sibérie ». Il se montra dans l'ensemble très réservé. Il sembla d'abord hésiter et demanda un jour de réflexion. Durant cette journée, il consulta évidemment ses amis et nous fit une réponse négative : selon lui, il n'était pas habilité à trancher seul cette question, la Banque Azov-Don ayant agi au nom de l'ensemble du consortium.

Nous ne récupérâmes donc pas l'or (il n'a d'ailleurs toujours pas été restitué à ce jour – que messieurs Kamenka et Cie s'en réjouissent). Mais nous prîmes les dispositions nécessaires pour qu'il ne tombât pas entre les mains de Kérensky et de sa clique.

Kamenka s'intéressait de très près à la situation en Russie. Il lui semblait pénible, apparemment, de rester là-bas inactif. Je lui fis remarquer qu'il avait tort de se tenir à l'écart du travail ; notre gouvernement lui offrirait toutes les facilités pour travailler, pourvu qu'il respectât notre politique bancaire et financière. Cette conversation était douloureuse pour Kamenka : le travail l'attirait, mais œuvrer sous la direction des bolcheviks ne lui semblait guère attrayant.

Je tentai une nouvelle approche. À cette époque, des négociations supplémentaires avec l'Allemagne devaient s'ouvrir afin de mettre en œuvre les obligations issues du traité de Brest-Litovsk. J'avais été nommé à la délégation en qualité de « spécialiste » des questions bancaires. La perspective de me retrouver à la table des négociations face aux grands pontes bancaires allemands – Mendelsohn, Glasenapp et autres – ne m'enchantait guère. Je songeai qu'il serait utile d'associer à notre effort l'un des anciens responsables bancaires. Connaissant l'attitude d'Ilitch envers les spécialistes, je décidai, bien que n'en ayant pas reçu l'instruction, de proposer à Kamenka de se rendre à Berlin pour les négociations en qualité d'expert. Notre proposition (je m'entretenais toujours avec lui en compagnie du camarade Vorovsky, et [L. B. Krassine](#) avait également participé aux premiers contacts) le laissa stupéfait. Il ne refusa pourtant pas immédiatement, se contentant de discuter.

— Permettez, je suis votre adversaire, je ne reconnais pas votre gouvernement, et vous voudriez que je vous aide à conduire des négociations ?

— Mais vous devez tenir compte du fait que le pouvoir est aujourd'hui entre les mains des bolcheviks, et que les bolcheviks doivent parvenir à un accord avec les Allemands. Si vous estimez que nous ne tiendrons pas longtemps et que la patrie sera délivrée de l'oppression bolchevique, alors vous devriez d'autant plus nous aider à commettre le moins d'erreurs possible.

— C'est impossible. Les Allemands savent que je suis opposé au traité de Brest ; ma présence à la conférence leur paraîtrait incompréhensible.

— Vous pourriez alors déclarer que vous n'êtes pas d'accord avec nous, mais que vous estimez de votre devoir de nous aider, car l'intérêt de la patrie, dont vous nous avez tant parlé, l'exige.

— Et que diraient mes collègues partageant mes idées ?

— Allez alors à Berlin à titre privé, et nous vous consulterons en cas de besoin.

— Non, cela ne serait vraiment pas convenable. Là-bas, tout le monde me connaît ; on saurait aussitôt dans quel but je suis venu. Non, je n'irai pas...

— Nous retiendrons donc ceci : nous vous avons loyalement proposé de nous aider de vos conseils, et vous refusez définitivement. Si, par inexpérience, nous devons céder davantage aux Allemands, la faute en sera vôtre...

Comme on le sait, la délégation soviétique ne se rendit pas à Berlin. Et la paix de Brest-Litovsk s'effondra rapidement – en tout cas, non sous la pression des messieurs Kamenka. Il est cependant caractéristique de constater combien ces messieurs furent indécis au début de la Révolution d'Octobre et combien ils ignoraient comment agir.

Lorsqu'à mon retour à Moscou je rapportai à Ilitch le détail de nos entretiens avec Kamenka, il en rit de bon cœur, approuva notre attitude et ajouta :

— Et vous, Ganetsky, mettez par écrit toute cette histoire ; elle pourra servir un jour.

Je me souviens d'un autre incident concernant un spécialiste.

Je souhaitais associer à notre travail bancaire des spécialistes de plus haut rang : d'abord, ils nous seraient utiles ; ensuite, en travaillant avec nous, ils cesseraient de nous nuire.

Dans la seconde moitié de 1918, il n'en restait plus qu'un petit nombre à Moscou. On me signala deux personnes comme étant les plus compétentes et les plus honnêtes : I. G. Kogan et I. S. Pozner. Le premier répondit : *« Je vous donnerai ma réponse demain. »* I. S. Pozner déclara pour sa part : *« Si Kogan accepte, je me joins également au travail. »*

Le lendemain, Kogan me fit cette déclaration : *« J'avais l'intention de quitter la Russie ; pourtant, je suis prêt à rester et à travailler avec vous. Je sais que, si je me décide à travailler, ma notoriété est suffisante pour que vous m'accordiez pleine confiance, et de ce côté je n'ai aucun doute. Mais je sais aussi qu'en tant que personnalité publique, je vous servirai, le cas échéant, ... d'otage, et ce danger m'inquiète véritablement beaucoup. »*

Je lui promis que le jour même je parlerais avec Vladimir Ilitch et que je pourrais lui présenter le lendemain les « garanties » correspondantes. Lors de notre rencontre suivante, je l'informai que, sur instruction de Vladimir Ilitch, un document signé par le camarade Dzerjinsky lui serait remis, stipulant qu'aucune perquisition ni arrestation ne pourrait avoir lieu sans l'autorisation du président du Conseil des Commissaires du peuple.

Kogan se montra très satisfait et décida de se mettre au travail.

Quelques jours plus tard, nous partîmes avec lui et avec I. S. Pozner pour Pétrograd afin de participer à une réunion sur le bilan des banques privées. Au bout de deux jours, je revins avec I. S. Pozner, tandis que Kogan resta pour achever le travail...

Mais il ne se représenta plus jamais auprès de moi... Huit à dix mois plus tard, à la banque, I. S. Pozner me demanda de recevoir l'épouse de Kogan. Toute confuse, elle me raconta les errances de son mari, contraint de migrer constamment de ville en ville avec les Blancs. Sur son insistance, il avait quitté la Russie soviétique. Il le regrettait amèrement, mais il éprouvait maintenant une certaine gêne à revenir. Elle me supplia de l'aider à le rejoindre.

I. S. Pozner, quant à lui, travailla consciencieusement à la Banque populaire en qualité de directeur adjoint jusqu'à la fin de sa vie, et nous gardons tous de lui le plus excellent souvenir.

J'ignore comment se sont comportés I. G. Kogan et B. A. Kamenka pendant l'intervention étrangère, ni ce qu'ils font aujourd'hui. Mais il n'est pas sans intérêt de se souvenir de leur désarroi au début de la révolution et de la pleine possibilité de travail chez nous qui leur fut offerte sur instruction de Vladimir Ilitch.

Si ferme fût-il dans la mise en œuvre des mesures et décrets nécessaires, Vladimir Ilitch faisait preuve en même temps d'une grande prudence. Les projets de décret à caractère financier qui, sans portée politique, frappaient les petits porteurs, lui déplaisaient.

Je me souviens des difficultés considérables que nous avons rencontrées avec les gages des monts-de-piété. Les objets n'étaient pas rachetés, les établissements devaient être liquidés, et des dizaines de milliers de gages s'accumulaient. Pour chaque remise, il fallait procéder à une estimation selon la valeur « actuelle », car le décret ne prévoyait de dédommagement que jusqu'à 10 000 roubles.

Les erreurs et les abus étaient inévitables dans ces conditions, et les versements étaient toujours retardés.

Il suffisait que Vladimir Ilitch eût connaissance des « petits défauts » de notre mécanisme pour qu'il donnât immédiatement les instructions qui s'imposaient. Ainsi, une requérante s'adressa-t-elle un jour à Vladimir Ilitch pour le prier d'accélérer et de faciliter la restitution d'un gage.

Vladimir Ilitch lui remit aussitôt la lettre manuscrite suivante, rédigée sur le papier officiel du président du Conseil de la Défense¹ :

« 28/IV 1919.

Au camarade [Krestinsky](#) (ou au camarade Ganetsky).

La porteuse de ce mot a une requête concernant des objets mis en gage. Je vous prie instamment d'examiner sa demande dans les plus brefs délais et de régler cette affaire sans aucun retard.

Le Président du SNK [Conseil des commissaires du peuple], V. Oulianov (Lénine). »

1 Le Conseil de Défense Ouvrière et Paysanne a été constitué par décision du Comité exécutif central des soviets le 30 novembre 1918 et Lénine en fut désigné président. Il s'agissait d'un organe extraordinaire qui avait les pleins pouvoirs afin de mobiliser et concentrer toutes les forces nécessaires pour répondre aux défis soulevés par la guerre civile et l'intervention étrangère. Les décisions du Conseil avaient force de loi pour tous les organismes et institutions soviétiques centrales et locales. En avril 1920, avec la fin de la guerre civile, le Conseil a été réorganisé et rebaptisé Conseil du Travail et de la Défense (STO).

Le président du Conseil des Commissaires du peuple formulait toujours ses « ordres » avec une grande politesse et une parfaite correction. Mais ce n'était pas leur forme qui nous faisait tous éprouver du plaisir à exécuter rapidement les directives d'Ilitch. En l'occurrence, le versement fut effectué immédiatement. Sur le bord de la lettre de Vladimir Ilitch que j'ai conservée, j'ai noté : *« Exécuté le 29. IV.19. Ganetsky. »*

Lorsque nous proposâmes de publier un décret limitant le délai de dépôt des demandes de restitution des gages, notre projet ne plut pas à Ilitch. Il était clair qu'il souhaitait en différer l'adoption. J'ai gardé le petit mot suivant, que le camarade Krestinsky (alors Commissaire du peuple aux Finances) adressa à Vladimir Ilitch en pleine séance du Conseil de la Défense :

« À lire. Si vous êtes d'accord, signez ; je recueillerai les signatures des autres membres du Conseil de la Défense. N. Krestinsky. »

Vladimir Ilitch répond au verso :

« Il ne faut pas réquisitionner Peltzer d'emblée ; d'ailleurs, ceci n'est pas un projet de décret. Je propose : confier à deux ou trois commissaires du peuple soit de s'entendre sur des mesures, soit de soumettre au SNK un projet de décret. »

Qui ne se souvient des appels désespérés qui nous parvenaient des provinces au sujet du manque de billets de banque ? Il était impossible d'établir des prévisions fiables. Les devis, les budgets n'existaient pour ainsi dire pas, la valeur des billets chutait de jour en jour, le front réclamait constamment des sommes considérables...

Vladimir Ilitch était parfaitement au courant et comprenait que les reproches venus des provinces au sujet des retards dans les versements n'étaient pas fondés. Mais dès qu'Ilitch recevait une dépêche sur ce sujet, il s'inquiétait et faisait le nécessaire pour que les fonds fussent expédiés.

Ainsi, un nouveau télégramme parvint-il un jour, et Vladimir Ilitch interrogea avec insistance le camarade Krestinski lors d'une séance du Conseil des Commissaires du Peuple. Celui-ci le rassura et lui fit passer ce mot :

« 8.4.19.

Je vais téléphoner immédiatement à Ganetsky pour qu'il fasse expédier la somme sans attendre, en priorité absolue. N. Krestinsky. »

Mais cette assurance ne suffit pas à calmer Vladimir Ilitch. Il renvoya le mot au camarade Krestinski en y ajoutant : *« N'oubliez pas ! »*

De Kiev, le camarade Rakovsky nous adressa le 16 juillet 1919 le télégramme chiffré suivant :

« Au président du Conseil des commissaires du peuple, camarade Lénine.

Je réitère avec instance ma demande au sujet des fonds promis. Nous traversons à nouveau une crise aiguë... Rakovsky. »

Le soir même, en séance du Conseil des Commissaires du Peuple, Vladimir Ilitch me transmit ce télégramme avec cette annotation :

« À Ganetsky. Rédigez le texte de la réponse. »

Je lui soumis aussitôt le projet suivant :

« Trois cent mille roubles sont expédiés aujourd'hui, dont cinquante destinés à Kalouga. Les envois ultérieurs seront planifiés. »

Mais ce texte ne convint pas à Vladimir Ilitch. Il me le retourna immédiatement avec ce mot :

« À Ganetsky. Ce message ne convient pas. Il faut rédiger ainsi : il vous a été promis telle somme pour telle période. Nous vous avons déjà expédié telle somme à telle date, et nous vous expédierons encore telle somme à telle autre date. Rédigez à nouveau le texte de la réponse en conséquence. »

Et tout cela se passait pendant les séances du Conseil des Commissaires du Peuple, où Vladimir Ilitch présidait sans perdre un mot des discussions qui se déroulaient autour de lui.